

Hollande à Bangui rend hommage aux soldats français tués



Reuters/Reuters - De retour d'Afrique du Sud où il a assisté au service funèbre à la mémoire de Nelson Mandela, François Hollande s'est arrêté mardi soir à Bangui pour rencontrer les soldats français et les autorités centrafricaines. Il a notamment rendu hommage aux deux soldats français qui ont été tués dans la nuit de lundi à mardi dans un accrochage dans la capitale, cinq jours après le début de l'opération Sangaris lancée par la France pour rétablir la sécurité en Centrafrique, où la tension reste vive. /Photo prise le 10 décembre 2013/REUTERS/Fred Dufour/Pool

10 décembre 2013 - par Emmanuel Braun et Paul-Marin Ngoupana

BANGUI (Reuters) - Le président François Hollande a rendu hommage mardi soir à Bangui aux deux soldats français tués la nuit précédente dans un accrochage dans la capitale centrafricaine, cinq jours après le début de l'opération Sangaris lancée par la France pour rétablir la sécurité dans ce pays d'Afrique où la tension reste vive.

Ce sont les premières victimes dans les rangs des militaires français depuis le déploiement le week-end dernier de 1.600 soldats pour mettre fin aux exactions commises dans ce pays plongé dans le chaos depuis un coup d'Etat au mois de mars.

François Hollande, qui a fait escale à Bangui pour rencontrer les soldats français et les autorités centrafricaines, de retour d'Afrique du Sud où il a assisté à une cérémonie d'hommage à Nelson Mandela, a souligné que la mission restait "la même" malgré ces morts.

"Elle est dangereuse, on le sait, on le savait mais elle est nécessaire si on veut éviter qu'il se produise ici un carnage", a-t-il déclaré en marge de l'hommage qu'il a rendu à Antoine Le Quinio, âgé de 22 ans, et Nicolas Vokaer, 23 ans.

"Ils ont donné leur vie pour en sauver d'autres, car tel est le sens de votre présence ici en Centrafrique", a-t-il ajouté devant des soldats réunis dans un hangar de l'aéroport de Bangui. "Il était temps d'agir, il allait bientôt être trop tard."

"Depuis des semaines, des massacres étaient perpétrés, des violences affreuses étaient commises à l'égard des femmes et des enfants, et les affrontements prenaient et prennent encore une dimension religieuse avec le risque d'aboutir à une guerre civile", a souligné le président français.

Les deux soldats du 8e régiment de parachutistes d'infanterie de marine de Castres ont essuyé des tirs lundi peu avant minuit alors qu'ils effectuaient une patrouille avec leur section près de l'aéroport de la capitale centrafricaine.

PERSONNES DÉPLACÉES

Selon un communiqué du ministère français de la Défense, "les militaires français ont immédiatement riposté".

"Durant l'échange de tirs, deux militaires français ont été grièvement blessés. Ils ont immédiatement été pris en charge par leurs camarades avant d'être évacués vers l'antenne chirurgicale avancée sur l'aéroport de M'Poko, où ils sont décédés des suites de leurs blessures", ajoute ce texte.

Selon un porte-parole de la force multinationale d'Afrique centrale (Fomac), l'incident de la nuit s'est produit à Yangato, dans le 5e arrondissement de Bangui.

"Il y avait un colonel de la Séléka qui harcelait les gens (...), des gens ont appelé les (soldats) français à l'aide, ils sont venus et ont essayé de désarmer les Séléka mais des coups de feu ont éclaté", a dit Célestin Christ Léon à Reuters.

Les combattants majoritairement musulmans de la Séléka, qui ont porté au pouvoir Michel Djotodia en mars, se sont rendus coupables de nombreuses exactions ces derniers mois. Des milices chrétiennes appelées "anti-balaka" se sont constituées en réaction aux violences commises par les anciens rebelles.

Au moins 465 personnes ont été tuées à Bangui depuis jeudi, selon la Croix-Rouge, et ce bilan devrait s'alourdir car plusieurs lynchages ont été signalés mardi.

Médecins sans frontières (MSF) a fait état de 72 personnes soignées dans deux hôpitaux de la ville, la plupart blessées par balles.

Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), 100.000 personnes ont fui leurs maisons ces derniers jours à Bangui, ce qui porte à plus de 500.000 le nombre de personnes déplacées dans le pays.

PAS DE RENFORTS FRANÇAIS

Malgré la situation difficile qui règne sur le terrain, la France n'a pas l'intention d'envoyer des renforts, rappelant que les 1.600 soldats français sont épaulés par 3.000 militaires africains dont les rangs sont appelés à grossir.

"Je pense qu'avec ce périmètre-là, nous serons en mesure progressivement de rétablir la sérénité, la sécurité sur ce territoire", a assuré sur France 2 le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

Lundi, au premier jour du désarmement des milices armées, des affrontements s'étaient déjà produits entre des hommes armés et les forces françaises, sans faire de victimes.

Au lendemain de la mort des deux soldats, la présence française était moins visible dans les rues de Bangui que la veille, selon des journalistes de Reuters.

Dans le quartier de Fouh, des civils armés de bâtons et de machettes ont attaqué une mosquée et les maisons avoisinantes.

"Nous avons trouvé des armes dans leurs mosquées, nous ne voulons plus voir Djotodia et ses musulmans ici", a dit un homme portant un grand couteau et refusant de donner son nom.

Au moins six personnes ont été lynchées dans la nuit, notamment dans des actes visant des musulmans, selon des habitants de Benz-vi et Miskine, deux quartiers de Bangui.

"Trois des hommes lapidés à mort étaient des combattants de la Séléka qui venaient d'être désarmés, un quatrième était un musulman qui avait des parents dans cette milice", a précisé Hilaire Ouakanga, un habitant de Benz-vi.

Le vol hebdomadaire Air France Paris-Bangui, à bord duquel se trouvait le Premier ministre centrafricain Nicolas Tiangaye, a été annulé pour des raisons de sécurité, a indiqué un porte-parole de la compagnie française.

Le chef du gouvernement centrafricain a décidé de se rendre à Bangui d'une autre façon, selon son entourage qui n'a pas fourni plus de précisions.

Marine Pennetier avec Julien Ponthus, édité par Yves Clarisse et Guy Kerivel

Centrafrique : une mission «dangereuse» mais «nécessaire»

Publié le 10 décembre 2013 18h01 - Michel CARIOU, Patrick FORT - Associated Press, Bangui



Le président français a rencontré des soldats mardi à Bangui.

La mission de la France en Centrafrique est «dangereuse» mais «nécessaire» pour éviter «un carnage», a déclaré mardi soir le président français François Hollande au cours d'une brève visite à Bangui où il s'est recueilli devant la dépouille des deux soldats tués la veille.

Sur le plan institutionnel, M. Hollande qui a rencontré les autorités de transition, a répété qu'il souhaitait voir des élections générales organisées «dès le second semestre» 2014 et non début 2015, comme cela est en principe prévu par le calendrier de la transition politique centrafricaine.

La mission de la France «est dangereuse», «mais elle est nécessaire si on veut éviter qu'il se produise ici un carnage», a-t-il dit à après son arrivée à Bangui.

«Il était temps d'agir», a ajouté M. Hollande, venu d'Afrique du Sud, où il a assisté le jour-même à la cérémonie d'hommage à Nelson Mandela.

Dès son arrivée, il s'est recueilli devant les cercueils des deux soldats du 8e régiment parachutiste d'infanterie de marine de Castres (sud de la France) à l'aéroport de la ville, où est basé l'essentiel du dispositif de l'opération française Sangaris, 1600 hommes au total.

Les deux hommes ont été tués dans la nuit au cours d'un accrochage avec des assaillants non identifiés dans un quartier proche de l'aéroport. Il s'agit des premières pertes françaises depuis le déclenchement de l'intervention Sangaris, dans la foulée d'un feu vert jeudi de l'ONU.

«L'émotion, elle est évidente après ce qui s'est produit : deux soldats qui sont morts pour la mission qui leur avait été confiée, qui se poursuit, et d'autres soldats qui sont encore en ce moment même, au moment où je suis présent, sur le terrain, pour pacifier cette ville et ce pays», a déclaré le président.

«Il était temps d'agir (...) Ici même à Bangui près de 400 personnes ont été tuées. Il n'était plus le temps de tergiverser», a déclaré M. Hollande devant les troupes françaises, alors que la ville - placée sous couvre-feu - était survolée en permanence par des avions et des hélicoptères de combat.

«La France, ici en Centrafrique, ne recherche aucun intérêt pour elle même (...) La France vient défendre la dignité humaine», a ajouté le président français.

Les soldats français ont pour mission de «rétablir la sécurité, protéger les populations et garantir l'accès de l'aide humanitaire» en République centrafricaine, pays livré au chaos et à une spirale infernale de violences inter-religieuses depuis la prise du pouvoir en mars 2013 par une coalition hétéroclite de groupes rebelles à dominante musulmane.

Rencontre avec le président Djotodia

Sa visite intervient au deuxième jour des délicates opérations de désarmement des milices et groupes armés qui sévissent à Bangui, où la situation reste très instable, avec des pillages et des tentatives de représailles contre les civils musulmans.

Dans les faits, le désarmement vise en priorité les combattants de l'ex-rébellion Séléka, jusqu'à présent tout puissants dans la capitale où ils se sont rendus coupables de nombreuses exactions sur la population.

Alors que ces éléments de la Séléka avaient totalement disparu des rues lundi, quelques-uns ont fait leur réapparition à bord de leurs pick-ups, apparemment avec l'accord tacite des soldats français et de la force africaine (Misca).

Le président américain Barack Obama a quant à lui annoncé le déblocage de 60 millions de dollars supplémentaires d'aide militaire pour l'opération des forces étrangères en Centrafrique, portant à 100 millions de dollars la contribution américaine.

Selon l'état-major français, la quasi-totalité des groupes armés ont été désarmés sans incident majeur et en moins de 24 heures, avec le soutien de la Misca.

Lors de son passage de quatre heures à Bangui, M. Hollande a également rencontré les responsables religieux du pays et les autorités de transition, dont le président Michel Djotodia, ex-chef de la Séléka

qu'il avait très vivement critiqué samedi dernier et qui a présenté mardi soir «ses condoléances» à la France dans un message radiodiffusé.

Le président français avait notamment accusé l'ancien chef rebelle d'avoir «laissé faire» les massacres inter-religieux.

S'exprimant devant quelques journalistes avant cet entretien, M. Hollande s'est à nouveau déclaré favorable à l'organisation rapide d'élections pour stabiliser le pays: «à mon avis, on peut raccourcir au second semestre» de 2014 l'organisation des élections, prévues en principe début 2015, selon le calendrier de la transition, validé par l'Union africaine.

Le spectre du «match retour»

L'urgence pour les militaires français semble désormais de contenir la vengeance des populations de la capitale, en très grande majorité chrétiennes, contre les ex-Séléka et la minorité civile musulmane qui y est associée.

Frustrés d'avoir été désarmés et cantonnés dans leurs bases, beaucoup d'hommes de la Séléka sont de leur côté furieux d'avoir été privés par les Français de tout moyen de se défendre --avec leurs familles et leurs proches-- face à la vindicte populaire.

En France, le Parlement français s'est réuni pour discuter de l'opération Sangaris, pour un débat qui ne fera pas l'objet d'un vote.

Sangaris avait d'abord été présentée comme une intervention relativement rapide et à vocation essentiellement «humanitaire». Elle vise aujourd'hui, selon Paris, à désarmer tous les groupes armés, à moyen terme à ramener la stabilité dans un pays en totale décomposition et à organiser des élections libres.

Très peu d'informations arrivent par ailleurs des provinces, coupées du reste du pays, où beaucoup redoutent de découvrir de nombreux cadavres dans la brousse.

«Nous sommes dans une dynamique infernale de représailles», avec le spectre d'un +match retour+ des milices d'autodéfense villageoises (chrétiennes) et de nouvelles tueries de la Séléka dans leur retraite vers leurs bastions du Nord, s'alarmait une source humanitaire.

A la morgue de l'hôpital communautaire de Bangui, la Croix-Rouge a chargé une centaine de cadavres, enveloppés dans des linceuls blancs, où ils étaient conservés depuis les tueries de la semaine dernière, à bord de deux camions pour les inhumer dans une fosse commune.